

73.01.07 Investissements hydrauliques sur l'exploitation agricole

| 1. Base réglementaire PSN | |
|---|--|
| Fonds | FEADER |
| Type d'intervention RDR 4 | Investissements |
| Base réglementaire : article du PSN | Article 73 |
| Intitulé dispositif régional NAQ | Investissements hydrauliques sur l'exploitation agricole |
| Indicateurs de résultats associés | R.9 Modernisation des exploitations : Nombre de bénéficiaires agricoles recevant une aide pour des investissements liés à la protection des ressources naturelles R.26 Investissements liés aux ressources naturelles (on-farm) : Nombre d'exploitations agricoles recevant une aide pour les investissements liés à la protection des ressources naturelles |
| Indicateurs de réalisation associés | O.20 Nombre d'opérations ou d'unités bénéficiant d'une aide en faveur d'investissements productifs dans les exploitations |
| Description du dispositif régional (objectifs, enjeux, périmètre) | <p>Les financements FEADER visent à soutenir :</p> <p>1. Les projets de développement de l'irrigation sans point de prélèvement dans les masses d'eau, conduisant le cas échéant à une augmentation de la surface irriguée ou du volume prélevé - Alimentation : par des eaux de pluie, et/ou de ruissellement (issues de fossés, de toiture...) Exemples : création de retenues collinaires, réhausses de bassins de récupération d'eaux pluviales, réhabilitation de plans d'eau existants ...</p> <p>2. Les projets de développement de l'irrigation avec prélèvement dans les masses d'eau de surface ou souterraines en équilibre, conduisant le cas échéant à une augmentation de la surface irriguée ou du volume prélevé (Alimentation par pompage dans des cours d'eau, nappes libres et d'accompagnement, non captives et captives) Exemples : création, réhausse, réhabilitation de retenues...</p> |
| Date indicative de démarrage du dispositif | 2024 |
| 2. Eligibilité | |
| Bénéficiaires éligibles | 1/ Agriculteur actif personne physique, assuré pour son propre compte contre les accidents du travail et les maladies professionnelles sous un régime de protection sociale des personnes non salariées des professions agricoles (ATEXA). En outre, pour une personne physique ayant dépassé l'âge de 67 ans, elle ne doit pas avoir fait valoir ses droits à la retraite. |

| | |
|--------------------------|--|
| | <p>2/ Agriculteur actif personne morale exerçant sous forme sociétaire (à l'exclusion des SCI et GFA), remplissant les conditions suivantes cumulatives :</p> <ul style="list-style-type: none"> • l'objet de la société est agricole, ET • au moins un associé respecte les conditions fixées pour une personne physique¹, ou en l'absence, l'ensemble des dirigeants doivent relever du régime de protection sociales des salariés des professions agricoles, ne pas avoir fait valoir leurs droits à la retraite dès lors qu'ils ont dépassé 67 ans, et détenir directement conjointement un nombre de parts sociales de la société qu'ils dirigent, supérieur ou égal à 25%. <p>3/ Agriculteur actif personne morale exerçant sous forme d'association ou de Société Coopérative d'Intérêt Collectif (SCIC) remplissant les conditions suivantes cumulatives :</p> <ul style="list-style-type: none"> • l'objet de l'association ou de la SCIC est agricole, ET • au moins un adhérent ou associé respecte les conditions fixées pour une personne physique ou morale. <p>Ces conditions d'éligibilité sont vérifiées exclusivement au moment du dépôt de la demande de subvention à l'exception des situations dument identifiées dans le cahier des charges des appels à projets.</p> |
| Conditions d'éligibilité | <p>Conditions communes à tout type de projets :</p> <ul style="list-style-type: none"> - avoir une vocation d'irrigation agricole, - disposer des autorisations environnementales conformes à la Nomenclature Eau définie à l'article R214-1 du code de l'environnement, - disposer d'un système de mesure de la consommation d'eau au niveau de l'investissement bénéficiant de l'aide ou mettre en place ce système dans le cadre de l'investissement, - présenter à la demande d'aide une note technique et économique présentant la faisabilité du projet. - éco-conditionnalité : justifier au plus tard à la demande de solde, de l'atteinte du niveau supérieur ou spécifique à l'Agriculture Biologique de l'éco régime du premier pilier de la PAC, ou certification ou conversion AB, ou certification HVE ou autre certification environnementale reconnue par l'autorité de gestion après expertise. <p><u>Conditions spécifiques par type de projet :</u></p> <p>1. Les projets de développement de l'irrigation sans point de prélèvement dans les masses d'eau</p> <p>Pour les projets de collecte d'eau de pluie issue de toiture : Ne sont éligibles que les projets de stockage > 800 m³</p> |

¹ l'associé doit être affilié à l'ATEXA au titre de son activité au sein de la société. Cela signifie qu'il doit être considéré par la MSA comme participant aux travaux au sein de la société.

| | |
|-------------------------------------|---|
| | <p>2. Les projets de développement de l'irrigation avec prélèvement dans les masses d'eau superficielles ou souterraines</p> <p>Ne sont éligibles que les projets dont les prélèvements se font dans des masses d'eau en équilibre (cf. liste annexée aux documents de mise en œuvre).</p> <p>Ces conditions d'éligibilité spécifiques sont vérifiées exclusivement au moment du dépôt de la demande de subvention à l'exception des situations dument identifiées dans le cahier des charges des appels à projets.</p> |
| Coûts éligibles | <p>Les coûts éligibles concernent :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Dépenses matérielles : <ul style="list-style-type: none"> ○ Travaux ○ Equipements/matériels ○ Foncier - Dépenses immatérielles directement liées à l'investissement (maîtrise d'œuvre, études préalables, Assistance à Maîtrise d'ouvrage) - Dépenses immatérielles d'accompagnement dans le cadre du contrat de transition agroécologique (des précisions seront apportées dans les documents de mise en œuvre). |
| Inéligibilités | <ul style="list-style-type: none"> - Les projets qui ne servent pas à l'irrigation (ex : abreuvement des animaux, lutte contre le gel...) - Matériels d'irrigation à la parcelle - Frais relatifs au montage du dossier de demande d'aide - Frais juridiques liés au projet - Frais de notaire - Auto-construction (achat, location de matériel, main-d'œuvre pour les travaux réalisés par le porteur de projet) - Projets présentant uniquement des études préalables et/ou des dépenses de contrat de transition agroécologique - Matériels et équipement d'occasion - Investissements financés par crédit-bail - Investissements de mise aux normes nationales ou de l'Union européenne à l'exception des travaux de mise aux normes définis à l'Art 73.5 du R(UE) 2021/2115 - Investissements retenus sur les appels à projets lancés par l'Etat. <p>L'appel à projets précisera l'exhaustivité des dépenses inéligibles.</p> |
| Eligibilité temporelle des dépenses | <p>Dépenses éligibles à partir du dépôt de la demande d'aide, après parution de l'appel à projets (sauf les dépenses immatérielles y compris les dépenses d'accompagnement du Contrat de Transition Agroécologique CTAE –qui peuvent avoir débuté avant le dépôt de demande d'aide).</p> |
| Eligibilité géographique | <p>Le siège de l'exploitation doit être situé en Nouvelle-Aquitaine</p> |

| | |
|--|--|
| Ligne de partage PSR/autres dispositifs régionaux ou nationaux | Ligne de partage avec les autres dispositifs portés par la Région et/ou le FEADER : - Projet de stockage d'eau de pluie issue de toiture inférieur à 800 m ³ (AAP maraichage) |
| Ligne de partage FESI | Aucune autre aide de ce type n'existe au titre des FESI. |
| 3. Modalités d'octroi de l'aide | |
| Principes de sélection | Types de culture (Cultures légumineuses/protéiques, fruits et légumes, autonomie fourragère, semences) Réhabilitation de plans d'eau existants Jeune Agriculteur/Nouvel Agriculteur /Prêt d'Honneur Projets de stockage Exploitations certifiées ou en conversion Agriculture Biologique sur 97% de la Surface Agricole Utile. Les critères de sélection qui en découlent sont vérifiés exclusivement au moment du dépôt de la demande de subvention à l'exception des situations dûment identifiées en comité de suivi ou dans le cahier des charges des appels à projets. |
| Fonctionnement du dispositif | Appel à projets |
| Bonifications éventuelles | + 25 points si le porteur de projet est engagé dans un contrat de transition agroécologique ou une certification environnementale reconnue par l'autorité de gestion après expertise + 5 points en pourcentage pour un nouvel installé. Les conditions d'accès aux bonifications sont vérifiées au moment du dépôt de la demande de subvention à l'exception des situations dûment identifiées dans les appels à projets. |
| Montants et taux maximum d'aide publique | Taux Maximum Aide Publique : 65% Taux de base (sur toutes les dépenses éligibles hors CTAE) : 30% et bonifications : + 25 points si le porteur de projet est engagé dans un contrat de transition agroécologique ou une certification environnementale reconnue par l'autorité de gestion après expertise + 5 points pour un nouvel installé. |
| 4. Nature et montant de l'aide | |
| Taux de cofinancement FEADER | 60% |
| Type de soutien | Subvention |
| Top up | Oui |
| Co financeurs principaux/ponctuels | Région, Agences de l'eau, Départements, Etat, EPCI |
| 5. Calcul du montant de l'aide | |
| Plancher (en dépenses éligibles) | 10 000 € HT |
| Plafonds | - Dépenses immatérielles plafonnées à 12% du total des dépenses matérielles éligibles, hors dépenses immatérielles d'accompagnement du contrat de transition agroécologique - Foncier plafonné à 10% des dépenses totales éligibles. D'autres plafonds pourront être instaurés, ceux-ci seront précisés dans les Appels à Projets. |

| | |
|--|---|
| Modalités de versement | 2 versements maximum |
| Recours à des options de coûts simplifiés (OCS) | <p>Les options de couts simplifiés (OCS) seront utilisées pour les dépenses immatérielles d'accompagnement du contrat de transition agroécologique : montant de dépense forfaitaire.</p> <p>Les modalités d'application de ces OCS seront précisées dans les documents de mise en œuvre.</p> |
| Précisions éventuelles sur le calcul appliquées à certaines catégories de dépenses | |
| Règlementation aides d'Etat | Soumis à l'article 42 du TFUE |
| Maintien des dépenses | <p>Les investissements matériels et équipements accompagnés doivent être conservés pendant une durée minimale de 3 ans à compter de la date de la dernière signature de la décision juridique.</p> <p>En cas de non-respect de cette obligation, le bénéficiaire s'expose au remboursement de tout ou partie de l'aide accordée.</p> <p>Des précisions sur les conditions de mise en œuvre de cette règle sont apportées dans les documents de mise en œuvre.</p> |